

# Les Algéro-grenoblois entre 1939 et 1982

Nadir BOUMAZA \* et Albano CORDEIRO \*\*

**Nous reproduisons ici, avec l'aimable autorisation des auteurs, des extraits d'un article paru en 1983 \*\*\*, sur les Algéro-grenoblois. Dès avant 1939, les Algériens sont présents à Grenoble. Au gré des événements liés à la colonisation, à la deuxième guerre mondiale, à la reconstruction de la France et à la décolonisation, l'entité algéro-grenobloise s'est constituée. Elargissant son espace dans l'agglomération et ses réseaux, structurant son mode de vie, elle a construit ainsi une appartenance territoriale locale venant enrichir avec d'autres le tissu anthropologique de l'agglomération.**

\* Actuellement Professeur à l'Université Pierre Mendès France, Grenoble II

\*\* Actuellement Chercheur à l'URMIS-CNRS, Paris VII

\*\*\* «Les Algéro-grenoblois», in *Actes du Colloque «L'immigration algérienne en France» (GRECO-CNRS), Grenoble, 1983.*

L'agglomération grenobloise dont on connaît la place importante qu'y occupe l'immigration, est aussi caractérisée par une place numérique et sociale particulière de sa fraction algérienne (1). Les statistiques préfectorales (2) donnent ainsi un effectif de 14.012 Algériens au 31.12.80 et de 14.550 au 31.12.81 pour la circonscription de police de Grenoble qui regroupe les principales communes de l'agglomération (Grenoble, Saint Martin d'Hères, Echirolles, Fontaine, Saint Martin le Vinoux, et La Tronche). Il faudrait y ajouter notamment les effectifs des résidents des communes de Pont-de-Claix, Seyssinet-Pariset, Sassenage et Saint-Egrève, et procéder à une correction globale à la baisse. (NDLR : Les statistiques des recensements INSEE donnent pour l'Isère, les chiffres de 18.139 Algériens en 1990, et 13.825 en 1999. Pour la commune de Grenoble, les mêmes sources donnent les chiffres de 4566 Algériens en 1990, et 3906 en 1999).

## Espaces résidentiels

Cette population occupe des espaces urbains bien délimités aussi bien à l'échelle de l'agglomération de Grenoble qui abritait en 1980 quelques 7 à 8000 habitants d'origine algérienne (3), qu'à l'échelle des quartiers et unités homogènes d'habitat. Nous avons identifié à ce niveau 7 groupements d'algéro-grenoblois :

1. le vieux centre, en partie vétuste et insalubre, et en partie réhabilité avec maintien des anciens habitants, est le lieu par excellence de la présence visible et visibilisée des Algériens isolés des garnis et du foyer, quelques logements de familles aux acteurs économiques et sociaux qui tentent d'en monopoliser l'appropriation (commerçants, couches moyennes)

(environ 2065 personnes dont la moitié dans le quartier Saint-Laurent et quelques 470 dans les quartiers voisins).

2. Le quartier Berriat-Saint Bruno construit plus tardivement (XIX<sup>e</sup> siècle) et à fort marquage ouvrier abrite des familles comme des isolés (plus de 800 personnes auxquelles s'ajoutent quelques 500 personnes de quartiers proches). Il se spécifie dans la ville par son important marché populaire de confection et légumes.

3. Les communes ouvrières de la première ceinture périphérique (Fontaine et Seyssinet-Pariset à l'Ouest du Drac, Saint Martin d'Hères au Sud-Est, et Saint Martin le Vinoux au Nord), abritent quant à elles de vieux noyaux de l'immigration familiale auxquels s'ajoutent les résidents de trois foyers (un à Fontaine, un à Saint Martin d'Hères, et un autre à la limite entre Grenoble et Saint Martin d'Hères) et surtout un grand nombre de familles arrivées plus tard.

4. Les quartiers du Sud de la commune de Grenoble construits au début des années 60 ont connu une petite substitution des Algériens (et Portugais) aux ouvriers français et italiens qui ont été les premiers occupants (plus de 500 dans le quartier Teisseire-Marais).

5. Les quartiers nouveaux du Sud de Grenoble construits à partir de la fin des années 60 constituent trois pôles de regroupement maghrébin et algérien en particulier : les ensembles Surieu et les Essarts (Villeneuve 1<sup>ère</sup> tranche d'Echirolles), village olympique (plus de 800 Algériens vivant en famille) et les deux quartiers de la Villeneuve de Grenoble (plus de 500 Algériens avec la cité voisine de Malherbe).

6. Isolée du reste de la commune de Grenoble par une zone d'activité et un habitat pavillonnaire, la cité Mistral est le meilleur exemple de ghetto imaginaire. Les «Algériens» y sont en nombre supérieur à 300 (les ménages maghrébins y occupent 25% des logements alors que l'ensemble est réputé n'abriter que des «Arabes»).

7. Plus au Sud s'éparpillent entre les grands établissements industriels sur les communes d'Echirolles et de Pont-de-Claix, plusieurs ensembles résidentiels coupés les uns des autres et les infrastructures de liaison : l'ensemble ghetto de logements locatifs privés des Trittons, ceux du Village II, et de la Luire accueillent des effectifs d'Algériens qui, quoiqu'importants, n'en sont pas moins surfaits.

Il faudrait enfin mentionner l'existence d'autres noyaux, moins importants mais significatifs de la dispersion et de la diversité des regroupements d'Algéro-grenoblois : celui de Domène, celui de Claix, et celui de Meylan où résident quelques familles algériennes en ZAC et dans le noyau d'origine de cette commune.

Répartie en fonction de cette structure résidentielle, la population d'origine algérienne organise ses modes de vie autour de plusieurs pôles sociaux parmi lesquels s'opposent et se complètent celui de la centralité marchande maghrébine constitué dans le vieux Grenoble et celui de la dispersion institutionnelle.

### Les étapes de la constitution d'une entité collective algéro-grenobloise

Faute d'étude historique minutieuse de cette constitution, nous nous contenterons de fixer quelques repères. **Avant 1939**, les Algériens sont déjà présents à Grenoble, comme cela nous a été attesté par des informateurs dont l'un nous a signalé le cas d'une famille qui a été contrainte par la réglementation de l'état civil de donner un prénom français à son fils né à Grenoble. La guerre contribue certainement à fixer une partie des travailleurs algériens enrôlés pour assurer le remplacement des appelés français.

En **1946**, on dénombre 1691 Français de naissance nés hors de France et résidant en Isère, tandis que le nombre des hommes illettrés français est de 1425 personnes (hommes de 14 à 59 ans) (4). Etant donné qu'en 1954 le rapport entre les Algériens de l'agglomération grenobloise et ceux du département est de 1 à 2,33, nous pouvons estimer à partir de l'application de ce rapport, que le nombre d'Algériens varie autour de 600 à 700 hommes auxquels s'ajoute un nombre probablement insignifiant de femmes et d'enfants.

En **1954**, leur nombre s'accroît : le recensement en dénombre 1595 dans l'agglomération, et 3726 dans le département. Il s'agit d'une population d'hommes exerçant exclusivement des métiers non-qualifiés dans l'industrie de transformation (ganteries, papeteries,...) et le bâtiment. L'afflux continue apparemment de 1956 (concordance de tous les témoignages) à 1958 (considérée comme l'année de l'apogée de la période précédant l'indépendance algérienne). L'insurrection avait gagné tout le Constantinois dès l'été 1955, puis progressivement toute la partie occidentale (à l'exception des bastions européens).

Les régions pourvoyeuses d'émigrés pour la région grenobloise sont déjà fixées : c'est le Nord Constantinois et le contact entre la vallée du Chélif et l'Ouarsenis, soit les régions de la deuxième phase de l'émigration algérienne. La Kabylie qui a alimenté la Vallée du Grésivaudan dans laquelle s'est maintenu un noyau important à Domène, n'enverra plus que des petits groupes originaires de l'intérieur du massif et de la Vallée de la Soummam (5). Localement, ces arrivées correspondent à la mise en chantier des grands barrages hydroélectriques. Elles peuvent donc cumuler les arrivées nouvelles à des déplacements depuis les autres régions comme l'affirme l'un de nos informateurs. Certaines familles arrivent déjà et sont installées les unes dans les baraques du «village nègre» à Saint Martin d'Hères, les autres à Fontaine. Le climat de la guerre et notamment l'accentuation du contrôle et de la répression contre les Algériens résidents de France se conjuguent aux données propres à l'immigration : très mauvaises conditions de logement, isolement, et inexpérience de la vie en France et très tôt, les Algériens de l'agglomération s'organisent à l'intérieur du FLN qui ne souffre pas ici de la rivalité avec le messalisme plus implanté à Lyon et Saint-Etienne. Grenoble devient de ce fait un centre de coordination de l'organisation du FLN pour le Sud-Est. Cette fonction importante confèrera plus tard aux militants grenoblois un poids important dans les structures du FLN et surtout un prestige local.

Les dernières années ont certainement été marquées par une stagnation suivie, à l'indépendance, de nombreuses tentatives de retour. Elles auront aussi assuré une cohésion politique autour du FLN et de l'idée nationaliste, mais aussi doté l'immigration algéro-grenobloise de sa première élite, intelligentsia ouvrière formée aussi bien à l'école de la CGT qu'à celle nationaliste de l'Association Générale des Travailleurs Algériens. «Passée au couscous» (selon l'expression d'un ami français du FLN de la guerre) et au commerce, cette élite aura à redéfinir sa fonction dans l'immigration comme dans l'Amicale des Algériens en Europe, prolongement de l'appareil d'Etat algérien.

### La période 1962-1968

En 1962, la ville de Grenoble compte plus de 5000 Algériens (80% des 6380 Maghrébins). Ils sont presque tous actifs (hommes seuls), presque tous manoeuvres et O.S. (les O.Q. et contremaîtres sont de l'ordre de 5%, c'est-à-dire entre 200 et 250) (6). Avec le cessez-le-feu en Algérie et l'indépendance, le fondement de l'organisation communautaire dirigé vers la recherche d'une unité de «tous les Algériens» et le soutien de l'effort de guerre, va faire place à d'autres vecteurs, bien que les impératifs anciens d'unité, de «ne pas pactuer», vont se maintenir sous d'autres formes : la tension sur la coupure «nous»/»les Français» va rester un trait qui marquera longtemps les

comportements, en particulier la génération d'adultes de l'époque. La fin de la guerre va se traduire dans un premier temps par des longs et fréquents séjours en Algérie comme moyen de soulever les chances d'un retour ou même commencer à le préparer. Parmi les militants politiques et syndicaux, certains feront le pas, confortés par le statut d'anciens Moudjahids, et leurs connaissances bien placées. Mais, pour la plupart, ce fut le constat souvent amer



et vécu comme échec, de devoir prolonger l'exil. Cette prise de conscience va être pour beaucoup le début d'un processus, parfois lent, de maturation de la décision de faire venir la famille en France. C'est en tout cas vers 1964 que le mouvement d'arrivée des familles prend corps, une fois franchie et dépassée l'équation (dite, non-dite, ou sous-entendue) : «faire venir la famille = manque de confiance dans l'Algérie nouvelle».

De 1962 à 1966, l'Amicale des Algériens en Europe a pu se prévaloir d'un certain consensus d'attribution de représentation communautaire bien que son action reste limitée, ses militants réellement actifs étant relativement peu nombreux (venant parfois de l'extérieur), et que l'A.D.C.F.A. (Association Dauphinoise de Coopération Franco-Algérienne), de par sa composante algérienne, partage sans conflit apparent, la reconnaissance du rôle de porte-parole vis-à-vis des instances officielles et des forces politiques et syndicales.

A partir de 1966 (et même dès 1965 avec la construction du Village Olympique), les chantiers olympiques vont appeler sur Grenoble et sa région, un grand nombre (à estimer) de travailleurs algériens, venus d'autres parties de France, amenés par les entreprises de BTP non-iséroises qui ouvrent des chantiers dans la région ou participent aux travaux. D'autres arrivent directement d'Algérie, de provenances diverses (bien qu'il semble se vérifier que les origines régionales de la plus ancienne population algérienne de l'agglomération soient restées peu modifiées). Sur le plan de la différenciation socio-professionnelle, il semble que la très faible couche de commerçants (jusque-là des restaurateurs principalement) s'étoffe, à la fois en nombre et en genre d'activités, bien que dans l'ensemble de la population active, ils restent une proportion infime.

### Les regroupements familiaux

L'immigration familiale qui se développe alors va élargir «l'espace algérien» dans l'agglomération de Grenoble et dans les zones industrielles proches. Une partie des premières familles arrivées après l'indépendance s'installeront de prime abord, au Centre Ville (la vieille Mutualité, dans les rues Très Cloîtres, Brocherie, Chenoise, et alentours, où les garnis accueillent déjà une bonne partie des Algériens). Ces installations de

familles dans ces quartiers ne seront pas de longue durée et elles iront rejoindre, dans ce milieu des années 60, celles qui se sont déjà installées à Saint Martin d'Hères en particulier au Village et au Champ-Berton, et à Echirolles (ZUP et Village II), d'autant plus que la démolition-rénovation du quartier de la Mutualité chasse les familles qui s'y étaient regroupées.

### Action et expression collectives institutionnalisées

La collectivité d'hommes «seuls» des années 50 (quasiment homogène sur le plan socio-professionnel, dans des conditions de vie données par les contraintes de faibles ressources et la séparation des structures familiales) semble se caractériser par une forte cohésion bien que traversée par les grégairismes localistes et régionalistes... Sur cette homogénéité et cohésion, sur cette grande famille ouvrière où nommer les autres revenait à désigner le «nous», la structure du FLN avait la capacité de devenir l'expression collective dirigée vers l'effort libérateur. L'articulation et l'ouverture vers la société française (une diversité réduite de canaux) ne pouvaient être que politiques et dirigées vers la finalité de servir le combat. De cette homogénéité sont nés les contacts politiques et syndicaux avec des secteurs militants (ouvrier, mais aussi auprès d'un petit patronat chrétien) qui passaient par des représentants reconnus de part et d'autre.

Après l'indépendance, les nouvelles arrivées en grand nombre, les regroupements familiaux, l'apparition d'une couche commerçante («sortie du rang» mais se prévalant et gardant ses liens avec le monde ouvrier), se multiplient les nouveaux besoins non seulement d'accueil mais aussi de gestion des liens à maintenir avec la famille alors que le séjour s'allonge. Pour faire face à ces besoins, la communauté va développer et structurer son lien de centralité et d'échange intensif d'informations, déjà fonctionnant autour du garni-café-rue. Le rôle des commerçants y apparaît comme important (mais pervertissent la solidarité en dépendance et exploitation), mais pas aussi déterminant que l'organisation informelle qui dérive de la centralité et de la fréquence possible des contacts pour prévenir les situations sans issue et s'en sortir.

La mutation de la structure du FLN en Amicale s'est révélée n'être pas à même de devenir un outil de représentation et une structure de support à la résolu-

tion des exigences nouvelles et accrues. Aussi, pour l'ADCFA, le rôle qui avait fait sa raison de naître, devenait moindre. Elle se trouvait face à des besoins d'accueil et d'insertion dont elle ne s'était jamais désintéressée mais pour lesquels ses faibles ressources humaines et matérielles n'étaient pas à la mesure. L'accession de Dubedout (et du PSU) à la Mairie de Grenoble va lui permettre d'avoir les moyens d'un budget conséquent, des locaux (1969), et ainsi d'élargir son action au-delà des quelques cours d'alphabétisation à quelques dizaines de travailleurs par an. L'ADCFA sera ainsi, par sa composante algérienne, le lieu où, dans les années suivantes, se passeront les jeux de la représentation communautaire...

### La période de 1973 à 1982

Les luttes des travailleurs algériens dans leurs collectivités de travail (par exemple dans l'entreprise Panot logeant des travailleurs maghrébins dans des wagons de chemins de fer, 1971) et sur le plan du logement (par exemple le taudis de la rue Revol, de propriété française, ce qui a permis une mobilisation ; les garnis de la rue Très-Cloîtres relevant d'une «gestion communautaire» échappaient à l'action collective) ouvrent des périodes de renouvellement dans ces instances de représentation (pendant et après : il y aura «l'après-Panot», «l'après-Revol») : rééquilibrages, pratiques reconfirmées, d'autres usées, battues, nouvelles légitimations, nouvelles alliances.

La vague de racisme anti-algérien qui déferle sur la France en 1971, et plus particulièrement en 1973, s'est traduite à Grenoble par un réel sentiment d'insécurité, d'autant plus que l'on recensait sur place des agressions contre les Maghrébins. L'organisation d'une manifestation silencieuse fut un terrain de mise à l'épreuve de la capacité de la «communauté» à apparaître unie, en entraînant les autres composantes maghrébines. Les familles algériennes arrivées dans les années soixante s'installent dans la périphérie immédiate de Grenoble (Saint Martin d'Hères, Echirolles, puis Saint Martin le Vinoux, Fontaine, Pont de Claix), où elles prennent des appartements loués par des agences immobilières. L'installation en HLM, dès l'arrivée, était très rare, à la fois à cause de la non-prise en considération comme prioritaire (le logement devait être loué avant l'arrivée de la famille) et à cause des longues attentes. Une fois installée, une partie des familles algériennes déposera des demandes

de logements HLM. Les délais d'attente passés (plus longs que la moyenne, vu la grande taille de logements demandés), ces familles s'installent donc dans le parc logement social, notamment à Grenoble. Ce mouvement va prendre quelque ampleur, à la faveur de plusieurs facteurs.

Certaines zones, en périphérie, du parc locatif privé avaient accueilli les familles étrangères (maghrébines, portugaises), mais certains indices (refus, non-renouvellement de baux, et même procédures de reprise de logements par les agences, particulièrement à Saint Martin d'Hères village et au Champ-Berton, en 1972-73), montraient un retournement de l'attitude des agences. En tout cas, les pressions des agences vont provoquer des départs du secteur locatif privé vers le parc social. A cette période, les logements HLM de la Villeneuve de Grenoble-Echirolles se terminent, et le mouvement de départ des familles françaises d'anciens logements HLM vers du neuf, en location ou en accession à la propriété, va permettre la prise de logements d'anciens HLM, particulièrement à Teisseire, Abbaye et Jouhaux par des familles algériennes venant de la périphérie. Par ailleurs, la Villeneuve Grenoble-Echirolles en accueille également. Mais c'est également la plus grande ouverture du Conseil d'Administration de l'OPHLM qui se met en place après le deuxième mandat d'Hubert Dubedout à la Mairie de Grenoble, qui va permettre cette mobilité résidentielle. La réhabilitation du quartier Alma-Très Cloîtres est lancée dans cette période et, contrairement à l'exemple du quartier Mutualité (avant Dubedout), la municipalité se propose de «maintenir la population dans le quartier et conserver son caractère (populaire, «centralité maghrébine» maintenue par là même). D'autre part, la Régie Foncière (municipale), dès 1976, constitue un parc de logements pour hommes seuls à partir des appartements de la rue Revol, achetés puis réhabilités.

Créé au début du deuxième mandat Dubedout (1971), l'Office Dauphinois des Travailleurs Immigrés (l'ODTI), soutenu par la Mairie, va constituer une deuxième structure (outre l'ADCFA), réglant et aidant à la solution des problèmes d'accueil et de séjour. L'ODTI embauche du personnel maghrébin. Comme l'ADATE, (créée en 1974, dans le cadre du Réseau National d'Accueil), l'ODTI apparaît et fonctionne comme institution-relais «du cas par cas». Mais le discours de l'institution est celui du dépassement de cette dimension. Par des actions globales et de promo-

tion (en particulier, dans le domaine du logement), l'ODTI essaie d'échapper à l'image de «service social spécialisé pour public spécifique». Comme l'ADATE plus tard, l'ODTI s'implique dans des actions culturelles, mais dans l'ensemble de façon marginale par rapport aux activités centrales.

### La population algéro-grenobloise et l'action culturelle

La collectivité ouvrière d'hommes seuls des années 50 et du début des années 60, consommait son hors-travail restreint en loisirs simples (jeu) et dans les échanges de la rencontre (bar, rue, visites) où l'aspect fonctionnel pour l'organisation de la vie était du moins aussi important que l'aspect loisir-détente. Du fait de la compression du temps disponible, et faute de support institutionnel, les initiatives de loisirs et activités culturelles demandant une organisation ainsi que du temps et des moyens, étaient rares et ponctuelles. Nos informateurs signalent, à l'initiative de l'Amicale, la première organisation de ce genre, vers 1963 : l'Union Sportive Algérienne, de courte existence.

Le renforcement de moyens de l'ADCFA, après 1968, a permis une plus grande fréquence d'animations, rencontres et fêtes suivant en général le calendrier des fêtes musulmanes et nationales (algériennes). Ce renforcement a été certainement la condition permissive de la constitution, peu de temps après, d'un groupe folklorique de répertoire Est-algérien et qui a vécu près de deux ans. Dans les années 70, les conditions (nouveaux supports institutionnels) vont permettre de nouvelles initiatives où se mêlent des logiques d'institution (fonction relais et animation adressées à l'ensemble des populations d'origine immigrée). A partir de 1977-78, l'action de responsables culturels maghrébins (algériens) à l'ODTI (qui patronne un collectif «Médiathèque» où participent plusieurs associations étrangères) et à l'ADATE va faire apparaître de nouvelles activités, en tout cas plus régulières ou fréquentes. Via l'ADCFA et l'ODTI (et aussi par d'autres canaux), des centaines de travailleurs algériens s'inscriront et suivront les stages de préformation de la Maison de la Promotion Sociale (7). A part les échecs et abandons (avant FPA), ils finiront avec une qualification BTP (rarement Métaux), mais subiront comme les autres la crise du BTP de 1975-76 qui a frappé de plein fouet les travailleurs algériens de ce secteur d'activité.

### Logiques internes de la vie sociale

Comment donc, à ce stade de son histoire, se structure l'immigration algérienne à Grenoble ? Vu l'insuffisance des matériaux que nous avons, il nous semble possible de distinguer trois stades d'évolution.

Le premier stade est celui où la population, réduite à une collectivité-force de travail, est dépendante de la communauté d'origine pour son renouvellement. D'autre part, l'usage et la rémunération de cette force de travail, ne permettent pas un entretien minimum. Le mode de reproduction se caractérise par une bipolarisation «centrée» sur la société d'origine (8). A Grenoble, ce stade se caractérise par la «centralité» de la rue Très-Cloîtres (jadis quartier passage des partants), lieu d'échanges pour la vie ici et pour réactiver sans cesse les liens, lieu enfin du domaine du reconstitué (qui y est, est : la négation d'être dehors).

Le deuxième stade apparaît dans ses contours lorsque le développement de l'immigration familiale met en gestation le recentrage du mode de reproduction. La «centralité secondaire» du quartier Très-Cloîtres coexiste avec une pluralité de centres à diversité de fonctions, qu'offrent les concentrations mini-territoriales. Cette «centralité» apparaît même, «en petit», comme l'image du circuit d'échanges entre la communauté d'origine et l'émigration (immigration du premier stade) : ceux qui sont «partis» («anciens» installés avec la famille) sentent le besoin d'y revenir de temps à autre. La diversification socio-démographique et la dispersion des nouveaux centres ajoutent des «besoins» de nouvelles structurations qui traversent l'âge, le sexe, l'habitat, la vie culturelle. Cette structuration est pénétrée et s'imbrique dans la montée de la «gestion institutionnelle», des institutions-relais, des années 70.

Le troisième stade est celui du recentrage du mode de reproduction basé territorialement en France devenant prépondérant, celui où les membres de la «communauté» ayant subi la socialisation secondaire dans le nouveau territoire, entrent de plus en plus nombreux dans le marché du travail, se responsabilisant, décohabitants. Pour d'autres, le mythe-retour n'est même plus entretenu. Pour ceux-ci, le référent national devient une «origine», un «lien», renvoyant à une culture et une histoire plutôt qu'à la citoyenneté. La prise de repères territoriaux basés ici, utilisés par les fratreries

dispersées dans l'espace grenoblois ou extra-grenoblois, substitue ou s'ajoute aux anciens repères (famille F. de Saint Martin le Vinoux, au lieu de F. de El-Milia).

Opposant en apparence le monde des isolés à celui des familles, la première génération à la nouvelle, le quartier Très-Cloîtres aux ensembles périphériques, les nationalistes tournés vers l'Algérie à ceux qui ne s'y retrouvent pas, le tissu intense de la vie sociale des immigrés d'origine algérienne apparaît composé de deux sous-ensembles qui s'ordonnent sur des logiques internes distinctes :

- Le quartier Très-Cloîtres ne joue plus seulement la fonction de quartier d'accueil des isolés. La diversification de ses commerces et la contiguïté de l'hyper-centre de l'agglomération en font un centre marchand spécifique. Il reste symboliquement marqué («on peut, sans devoir de se parler, s'y rencontrer entre têtes frisées», interview de M.S.). Quartier «arabe» pour les autres, «Coitro» ou «Roudcoitro» pour ses habitants immigrés, il est le territoire dans lequel se retrouvent le sens (puisqu'il est lieu de reproduction... non point si simple) et l'identité dans la mosaïque résonnante des territoires et pratiques de là-bas.

- Les nouveaux groupes constitués dans les ensembles du locatif social et du privé, dans l'habitat vertical populaire des périphéries, quant à eux présentent une forme nouvelle de territorialité semblable à celle des ouvriers des nouveaux quartiers HLM décrite par Chamboredon et Lemaire (9). Ils ont établi entre eux des relations qui sont comme un lien de «communauté», assurent aux individus une forme de protection contre «l'extérieur» totale et assise «sur une solidarité étroite, elles se doublent d'un système d'aide réciproque non réductible à un échange rationalisé fondé sur le calcul économique (9).

Ainsi, nous sont apparus les vie de quartier décrites par nos informateurs de La Luire à Echirolles, et de Saint Martin d'Hères. Intégrant tout nouvel arrivant dans un système de relations et d'échanges fait de syncrétisme des particularités des diverses origines et construit autour de la reproductioin du calendrier des fêtes et actes rituels de là-bas, rivalisant de générosité pour faire prévaloir la similarité de la condition sur les dangers de l'isolement et de l'individuation, les familles grenobloises d'origine algérienne, leurs enfants, y structurent leur mode de vie sans se rendre

compte qu'elles construisent, par un ancrage local de leurs références culturelles, une appartenance territoriale (du reste aussi nouvelle que celle de leurs voisins non-maghrébins). Appartenance parfois niée chez certains, alors que d'autres vivent encore le conflit entre une algérianité mal reconnue ou plus reconnue du tout et une culture dominante de France qui ne les reconnaît pas.

(1) «Les étrangers dans le département de l'Isère», AURG, Grenoble, 1977.

(2) Tableaux du Service des Etrangers de la Préfecture de l'Isère.

(3) Les données de 1980 sont tirées de tableaux du Fichier Logement géré par l'AURG qui nous les a aimablement communiqué. Les Algériens y sont malheureusement confondus dans l'ensemble Maghrébins, sauf en ce qui concerne la commune de Grenoble. Le fichier indique pour cette commune 6.149 personnes de nationalité algérienne et 438 Algériens devenus Français. Il faut y ajouter la population des garnis et foyers. En 1975, 9122 Algériens «isolés» (célibataires) avaient été recensés dans l'agglomération de Grenoble. Le GETUR signalait 1500 places en garni en 1972. Pour une date plus récente, il faut tenir compte du nombre des anciens locataires des garnis relogés par la Régie Foncière et Immobilière de la Ville de Grenoble. Par ailleurs, les résidents algériens des foyers SONACOTRA étaient au 30.12.80 au nombre de 250, et ceux du foyer ODTI 96 en 1982. Les travaux du GETUR («Gestion institutionnelle de l'immigration», 1977, et «Production et transformation de l'habitat insalubre», 1974, 3 vol.) constituent la première approche systématique de l'immigration grenobloise. Ils fournissent une excellente analyse historique, économique et sociologique à laquelle la référence est indispensable.

(4) Recensements de la population de 1946 et 1954-INSEE, département de l'Isère

(5) BOUMAZA (N.), *Rapports ville-campagne sur le contact Sersou-Ouarsenis*, thèse de IIIe cycle, Alger 1972.

(6) TIGER (H.), «Restructuration industrielle et filières de main d'oeuvre», (CSU, 1979) qui porte sur le bassin d'emploi de la cuvette grenobloise, et donne des éléments historiques de l'immigration à Grenoble.

(7) Cf. «Le devenir socio-professionnel des stagiaires de préformation de la Maison de la Promotion Sociale de Grenoble», de V. Buisson et A. Cordeiro, in *Les travailleurs immigrés et l'appareil de formation français*, CNRS, Centre régional de publication, Lyon, 1982, p.7 à 48.

(8) Pour ce qui concerne l'analyse de système de travail migrant, se reporter à : A. Cordeiro, *Pourquoi l'immigration en France ? Critique des idées reçues*. OMM Créteil, 1981.

(9) Cf. CHAMBOREDON et LEMAIRE, «Proximité spatiale et distance sociale», in *Revue Française de Sociologie*, n°3/1970

#### Autres documents (non cités) sur l'immigration algérienne à Grenoble :

- ADCFA, *Le logement des travailleurs algériens à Grenoble*, rapport d'enquête, Grenoble, 1967.

- revue «Les Autres» (revue publiée par SAID/ADATE)

- BOUMAZA Nadir, *Diversification de la structure socio-professionnelle des immigrés à Grenoble en 1980*, document non publié.

- CORDEIRO Albano, *Éléments sur la condition des travailleurs immigrés algériens* - Enquête réalisée à Grenoble, IREP, Grenoble, 1970.

- CORDEIRO Albano, *Modes de vie intégrant le pluralisme culturel chez les jeunes ménages maghrébins - solidarités et reproduction de la force de travail*, projet de recherche DATAR-Sésame, IREP-D, Grenoble, 1982.